

Cyberactivité, opinion publique et décision gouvernementale en Côte-d'Ivoire

Nangahouolo Oumar SORO,

Enseignant-chercheur
en sciences de la communication
ESCAE/INPHB de Yamoussoukro
E.mail : nangahouolo.soro@inphb.ci
soronangahouoloomar@yahoo.fr

Aké Ahiman Auguste AGRE

Doctorant en Sciences du Langage
et de la Communication
Université Alassane OUATTARA (UAO)
Bouaké – Côte d'Ivoire
E.mail : auguste.agre22@gmail.com

Resumé

Dans un contexte politique en constante évolution en Côte d'Ivoire, l'étude se focalise sur l'émergence du cyber activisme et son influence sur le débat politique. Cette dynamique est particulièrement accentuée par la prolifération des médias sociaux.

L'objectif principal de cette recherche est de comprendre comment cette pratique redéfinit le discours politique dans le pays, par son impact sur les débats entre les partis politiques, sur l'opinion publique et sur les décisions gouvernementales. En explorant cette intersection entre engagement citoyen en ligne et débat politique, nous cherchons à apporter des éclairages précieux sur les nouvelles dynamiques politique. Pour atteindre cet objectif, nous avons mis en place une méthodologie mixte. La collecte de données s'est déroulée en deux volets : l'utilisation d'un formulaire en ligne diffusé à travers divers canaux et des entretiens semi-structurés menés de manière personnalisée. Cette approche mixte nous permet d'obtenir à la fois des données quantitatives et qualitatives, offrant ainsi une perspective complète. Les résultats de cette étude offriront un aperçu approfondi des tendances de l'activisme en ligne et de ses implications dans le débat politique en Côte d'Ivoire. L'analyse des données quantitatives du formulaire mettra en lumière les thèmes émergents, fournissant ainsi des clés de compréhension cruciales pour les chercheurs, les décideurs et les citoyens intéressés par l'évolution politique du pays. Cette recherche

s'inscrit ainsi dans une démarche visant à dévoiler les mécanismes sous-jacents de l'activisme sur internet dans le contexte ivoirien, contribuant ainsi à enrichir la compréhension des nouvelles formes d'engagement citoyen à l'ère numérique.

Mots-clés : cyber activisme, débat politique, opinion publique, décisions gouvernementales

Abstract

In a constantly evolving political context in Côte d'Ivoire, the study focuses on the emergence of cyber activism and its influence on political debate. This dynamic is particularly intensified by the proliferation of social media. The main objective of this research is to understand how this practice is redefining political discourse in the country, through its impact on debates between political parties, public opinion, and government decisions. By exploring this intersection between online civic engagement and political debate, we aim to provide valuable insights into new political dynamics. To achieve this goal, we implemented a mixed methodology. Data collection took place in two parts : the use of an online form distributed through various channels and semi-structured interviews conducted in a personalized manner. This mixed approach allows us to obtain both quantitative and qualitative data, thereby offering a comprehensive perspective. The results of this study will provide an in-depth insight into trends in online activism and its implications in the political debate in Côte d'Ivoire. The analysis of the quantitative data from the survey will highlight emerging themes, thus providing crucial keys for understanding for researchers, policymakers, and citizens interested in the country's political developments. This research is therefore part of an effort to uncover the underlying mechanisms of internet activism in the Ivorian context, thereby contributing to a better understanding of new forms of citizen engagement in the digital age.

Keywords: cyber activism, political debate, public opinion, government decisions

Introduction

Selon le dictionnaire Petit Larousse, l'activisme est une action directe, individuelle ou collective, visant à provoquer un changement dans la société (politique, social, économique ou environnemental) pour défendre une cause, promouvoir des idées ou s'opposer à une situation. Les activistes utilisent diverses méthodes, allant des manifestations et pétitions à la désobéissance civile, pour attirer l'attention sur leurs revendications et influencer les décisions publiques, comme l'illustrent des campagnes contre la violence basée sur le genre ou pour la protection de l'environnement. C'est donc en toute logique que nous pouvons dire que le cyber activisme est l'activisme qui se pratique avec des machines. En cela, le site *Frontlinedefenders.org*, le définit comme l'utilisation de techniques de communication et de socialisation basées sur internet pour créer, opérer ou gérer toute forme d'activisme. Cette approche permet à des individus ou organisations d'exploiter les réseaux sociaux et autres technologies en ligne afin d'atteindre et mobiliser une audience, diffuser des messages, et promouvoir une cause ou un mouvement. Ces individus, en tant qu'acteurs utilisant internet et les technologies numériques telles que les médias sociaux, les blogs et autres plateformes en ligne, se mobilisent pour soutenir des causes sociales, politiques ou environnementales. Leur engagement en ligne vise à sensibiliser et influencer tant l'opinion publique que les décideurs, participant ainsi activement aux débats et discussions politiques.

Le problème soulevé est que, par expérience, les activistes de la nouvelle génération (activistes 2.0) peuvent avoir une influence significative sur le débat politique ivoirien et les décisions gouvernementales grâce à leurs moyens technologiques d'intervention. Ils sont capables d'intervenir dans les débats entre les partis politiques, de manipuler l'opinion publique et d'influencer les décisions gouvernementales. Notre objectif est donc de montrer comment ces derniers impactent-ils le débat politique ivoirien et les décisions gouvernementales. Cela implique des objectifs spécifiques tels que :

- La mise en lumière de la manière dont les cyber activistes suscitent les débats entre les différents partis politiques ;
- L'analyse de la manipulation de l'opinion publique par eux ;
- L'examen de leur influence sur les décisions gouvernementales.

Notre principale hypothèse soutient que la nouvelle génération d'activistes exerce une influence certaine sur le débat politique ivoirien et les décisions gouvernementales. Autrement dit,

ils alimentent les échanges entre les partis politiques, manipulent l'opinion publique, et influencent les décisions prises au plus haut sommet de l'État.

Ce choix nous amène à nous interroger sur la manière dont les pratiquants impactent le débat politique ivoirien et les décisions gouvernementales.

Ainsi, nous posons les questions spécifiques suivantes :

- Comment les cyber activistes manipulent-ils l'opinion publique en Côte d'Ivoire ?
- Comment les cyber activistes impacte-t-elle les débats entre les partis politiques ?
- Comment les cyber activistes influencent -ils sur les décisions gouvernementales ?

L'approche théorique que sous-tend cette étude est celui du « flux de communication en deux étapes » (two-step-flow) suggère que les messages des médias de masse n'atteignent pas directement le public, mais passent par des leaders d'opinion. Ces leaders interprètent et relayent l'information à leur entourage, influençant ainsi l'opinion du publique de manière directe. Initialement proposée par Paul Lazarsfeld et Elihu Katz (1955 :17), cette théorie met en évidence le rôle des relation sociales et interpersonnelles dans la diffusion des influences médiatique.

Pour mener à bien cette étude nous procédons de la façon suivante :

Nous abordons d'abord le cadre conceptuel. Ensuite le cadre méthodologique pour finir avec les résultats et la discussion.

1. Approche conceptuelle

Cette partie pose les bases essentielles à l'étude de l'activisme pratiqué sur les réseaux sociaux à travers des études réalisées par certains chercheurs. Il commence par définir cette pratique, ses caractéristiques et son évolution dans le contexte ivoirien. Ensuite, il explore les différentes théories et modèles existants qui permettent de comprendre ce phénomène complexe, en se basant sur des études antérieures et des cadres conceptuels établis.

L'étude de Gbété Jean Martin IRIGO (2015) menée en Côte d'Ivoire après la crise de 2010-2011 met en lumière l'essor significatif des réseaux sociaux comme principal moyen de communication et de réponse sociale face à un accès limité aux médias publics. Un extrait de cet ouvrage stipule « *Ces plateformes sont devenues des espaces où les citoyens expriment leurs opinions, notamment en réaction aux politiques*

publiques et aux alertes de santé publique telles que la Grippe aviaire, la Maladie à Virus Ebola (MVE), la Fièvre du Lassa et la Dengue ». ¹

L'étude montre que les réactions populaires ont été politiquement récupérées et instrumentalisées. Les activistes du Net ont souvent accusé des acteurs étrangers et évoqué des théories occidentales du complot pour expliquer les problèmes de santé publique. Cette instrumentalisation politique a contribué à polariser l'opinion publique et a alimenté la méfiance envers les autorités nationales et internationales.

Une autre réaction observée dans l'étude est le scepticisme généralisé envers les conseils de prévention émis par les autorités en réponse aux alertes de santé. Même lorsque les problèmes de santé étaient potentiellement létaux, de nombreux citoyens ont minimisé les risques et tourné en dérision les recommandations de prévention. Cette attitude peut être en partie attribuée à leur influence qui a remis en question l'efficacité des mesures préventives.

Dans ce même sillage, l'objectif central d'une étude de **KAHI Honoré** (2018) était d'analyser la façon dont les acteurs sociaux utilisent les médias socio-numériques pour influencer l'opinion publique et avoir un impact sur la réalité sociale. L'auteur a choisi de se concentrer sur un groupe de 25 répondants ivoiriens âgés de 30 à 35 ans, qui sont actifs sur les pages Facebook, fréquentent les blogs et participent activement aux forums de discussion en ligne.

« Les cyberactivistes ont utilisé ces plateformes numériques pour partager des informations, organiser des campagnes de sensibilisation, critiquer les autorités gouvernementales et promouvoir des causes sociales ». ² L'utilisation (habile) d'internet a parfois permis d'atteindre un public plus large, et de contourner certaines restrictions imposées par les médias traditionnels. Cette étude a révélé comment ces cyberactivistes ont utilisé les médias socio-numériques pour diffuser leurs opinions, mobiliser des communautés en ligne, et influencer l'opinion publique. Ils ont été en mesure d'agir comme des acteurs-clés dans la construction de récits alternatifs, souvent en opposition aux discours officiels ou dominants.

Pour Luca RAFFINI (2021), « Le désengagement des circuits politiques traditionnels va donc de pair avec un développement ambigu de modes de mobilisation. Ils sont innovants, non

¹ GBÉTÉ JEAN MARTIN IRIGO, « Réseaux sociaux, opinion et santé publique en côte d'ivoire : quand la perception des 'alertes santé' oscille entre complotisme, récupération politique et dérision », 2015, pp 1-15

² Honoré KAH, Participation politique en ligne et transformation des pratiques journalistiques en Afrique subsaharienne à l'ère des espaces socio-numériques, 2018, pp 1- 22, [en ligne]

conventionnels, autonomes, pluriels et hétérogènes. On peut citer entre autres les mouvements d'action citoyenne, les associations de quartier, les groupes qui militent pour une unique cause, les attitudes de protestation. Ces nouvelles formes de participation politique recouvrent les réseaux sociaux, le consumérisme politique et la participation électronique ».

Selon Amnesty International (2019), « Des journalistes, des défenseurs des droits humains, des militants et des membres de l'opposition ont été arrêtés, détenus et expulsés arbitrairement en raison des opinions dissidentes qu'ils avaient exprimées. » Avec ou sans parti-pris, l'on peut aisément reconnaître que les activistes des réseaux sociaux sont des individus très souvent traqués en raison de leurs prises de position. On peut citer le cas de Nathalie Yamb¹, expulsée de Côte d'Ivoire le 2 décembre 2019 en raison de sa participation à des « activités incompatibles avec l'intérêt national »² ;

Malgré ces actions répressives de la part des gouvernants, ces activistes 2.0 ont de plus en plus d'impact sur l'opinion publique, suscitant au sein de la population des discussions politiques et incitant les citoyens à s'exprimer ou défendre des causes auxquelles ils adhèrent. Il y a le cas du journaliste Hubert Yao Konan³, qui était contre l'ouverture d'une mine d'or dans le village de N'Da-Kouassikro (sous-préfecture de Djékanou).

Le 8 avril 2020, Amnesty international a publié son rapport annuel de 2019 portant sur les débats politiques en Côte d'Ivoire pendant les périodes des élections. Ce rapport a présenté une analyse cruciale des tensions politiques et des conséquences qui ont émergé dans le contexte pré-électoral en Côte d'Ivoire. Cette étude visait à évaluer le climat politique à l'approche des élections présidentielles, en mettant en évidence les restrictions imposées aux droits fondamentaux et leurs impacts sur la société civile.

Les acteurs politiques clés, tels que le président en exercice Alassane Ouattara, l'ancien Président Henri Konan Bédié et l'ancien Premier ministre Guillaume Soro, étaient au cœur de des tensions politiques. Le document a mis en évidence la répression brutale des voix dissidentes, notamment des militants politiques, des journalistes, des défenseurs des droits humains et d'autres personnes par les autorités politiques. Des arrestations (arbitraires ?) étaient courantes, ce qui constituait une violation flagrante de la liberté d'expression. Le rapport soulignait que « *Leurs bureaux étaient*

¹ Membre du parti Liberté et démocratie pour la République (LIDER).

² Amnesty International (2020), *Côte d'Ivoire | Rapport annuel 2019*, [en ligne]

³ Arrêté par des gendarmes le 4 août 2019, au lendemain d'une marche dont il était l'instigateur.

régulièrement cambriolés et souligne qu'au cours des dernières années, les bureaux de six principales organisations de défense des droits humains et d'un journal indépendant ont été attaqués, sans que les auteurs de ces infractions ne soient traduits en justice. » Ce rapport met en lumière la surpopulation carcérale et les conditions inhumaines dans les prisons ivoiriennes.

Le cas des quarante-neuf (49) soldats ivoiriens détenus au Mali en juillet 2022 a montré comment les cyber activistes influencent le débat politique aussi bien en Côte d'Ivoire qu'au Mali. Ces derniers sont devenus des acteurs-clés dans la mobilisation de l'opinion publique, la polarisation politique, l'influence sur les décisions gouvernementales et la mobilisation internationale autour de questions politiques sensibles. Les réactions des populations et les gouvernants ivoiriens suscités par les propos de Pulchérie Gbalet activiste proche de PDCI (ayant affirmé que les soldats arrêtés au Mali étaient des mercenaires ivoiriens recrutés pour déstabiliser ce pays) à l'émoi et la joie selon que l'on soit proche de l'opposition ou du parti au pouvoir ou encore pro AES ou contre AES. Sa prise de position de cette affaire a conforté les autorités maliennes à travers leurs activistes tel que Boubou Mabel Diawara. Plusieurs cyber activistes ont utilisé les médias sociaux pour attirer l'attention de la communauté nationale et internationale sur cette affaire, montrant ainsi leurs impacts au-delà des frontières nationales. En outre, le débat sur le troisième et quatrième mandat (2020 et 2025) du président ALASSANE Ouattara n'a-t-elle la polémique au sein de la population alimentée et exacerbée par les cyber activistes pro RHDP tels que Don Doffou, Yela Off, Camille Makosso etc qui justifient et défendent cette mandature de légale constituant une chance pour la Côte d'Ivoire. De l'autre côté nous avons les cyber activistes contre cette candidature la jugeant d'illégale et d'anticonstitutionnelle. Cette thèse est défendue par certains comme Djonny Patcheko, Bénitio l'enfant guerrier et d'autres. Selon le journal *Le Monde* (2022),¹ Pulchérie Gbalet a manifesté et appelé à manifester contre la candidature du chef de l'État à un nouveau mandat à la présidentielle d'octobre 2020. Et ce fut les cas pour 2025 ou elle et les autres de l'opposition reforcent cet appel à manifester depuis le rejet de la candidature des ténors de l'opposition tels que TIDJANE Thiam et GBAGBO Laurent. Les activistes du Net tirent parti des médias sociaux pour amplifier leurs messages et façonner l'opinion publique, en collaborant avec des personnalités influentes, des

¹ LE MONDE (2022), « Affaire des 49 soldats ivoiriens détenus au Mali : une militante ivoirienne incarcérée après une visite à Bamako », [en ligne]

associations, et en utilisant des plateformes de médias propagandiste pour atteindre un public plus large. Certaines activistes sont identifiées comme des relais d'influence extérieure, permettant à des acteurs politiques russe ou européens comme d'exercer une influence en Afrique. Cette influence s'étend aux médias panafricanistes ou démocratie qui diffusent des messages pro-russes ou anti-français ou pro-européens. Sylvain CHERKAOUI (2022) dans le journal Jeune Afrique souligne bien le rôle joué des personnalités influentes comme Kemi Seba, Nathalie Yamb ou Franklin Yamsi, sur les réseaux sociaux pour promouvoir des messages pro-russes et anti-occidentaux.¹

2. Approche méthodologique de l'étude

Cette étude a été réalisée en ligne à partir de la ville de Yamoussoukro en Côte d'Ivoire. Yamoussoukro est la capitale politique de Côte d'Ivoire. Un formulaire a été élaboré et diffusé via internet (Facebook, WhatsApp, etc.). Concernant les entretiens, ils ont été réalisés de façon individuelle de sorte à permettre à approfondir certaines réponses. La technique d'échantillonnage est l'échantillonnage non probabiliste (accidentel) qui a permis d'obtenir un échantillon de 50 personnes de sexe masculin et féminin (74% d'hommes et de 26% de femmes). La plupart des enquêtés (66%) ont un âge compris entre 18 et 25 ans ; 26% des répondants sont dans la tranche 26 à 35 ans ; 4% de ceux qui ont participé à l'étude sont dans la fourchette 36 et 45 ans ; et les 46 et 55 ans.

La raison de choix des enquêtés repose sur la disponibilité des enquêtés et de leur volonté de participer à l'enquête. Les outils de recueil des données sont le questionnaire, l'entretien P. N'Da (2002). Les variables recherchées et liées à cette étude sont :

- Manipulation l'opinion publique
- Impact des débats entre les partis politiques
- Influencent des décisions gouvernementales

L'outil qui a servi à dépouiller, traiter les résultats est le logiciel SPSS. Le temps d'échange était d'environ 10 minutes par personne interrogée lors des entretiens. L'étude a été conduite dans le dernier semestre de l'an 2025.

¹ CHERKAOUI Sylvain (2022), *Russie-Afrique : de Kemi Seba à Nathalie Yamb, les « influenceurs » proPoutine du continent*, Jeune Afrique, [En ligne]

3. Résultats de l'étude

Cette partie se focalise sur l'analyse détaillée des données collectées et la discussion des résultats. Elle commence par présenter les principaux résultats obtenus à partir de l'analyse des données issues d'un questionnaire en ligne, en identifiant les tendances et les modèles émergents. Ensuite, il discute de la signification de ces résultats dans le contexte de l'activisme en ligne en Côte d'Ivoire.

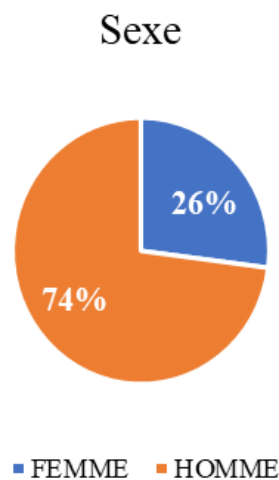
3.1. Analyse détaillée des données

L'échantillon de l'étude est de cinquante (50) personnes. Ici, nous présentons et analysons les résultats provenant de l'administration du questionnaire. Ils seront classés en vingt et une (21) par catégorie que nous découvrirons progressivement.

3.1.1. Sexe

La figure 1 ci-dessous fournit des informations sur le sexe des enquêtés.

Figure 1: Répartition de l'échantillon selon le sexe



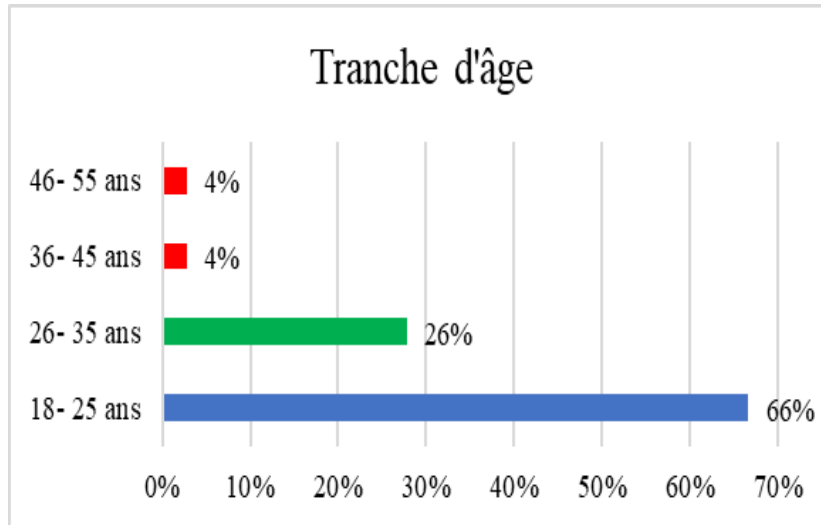
Source : Résultat de l'enquête, 2023.

La figure 1 révèle que l'échantillon de l'étude est composé de 74% d'hommes et de 26% de femmes.

3.1.2. Tranche d'âge

La présente figure fait la répartition de l'échantillon selon la tranche d'âge.

Figure 2: Répartition de l'échantillon selon la tranche d'âge



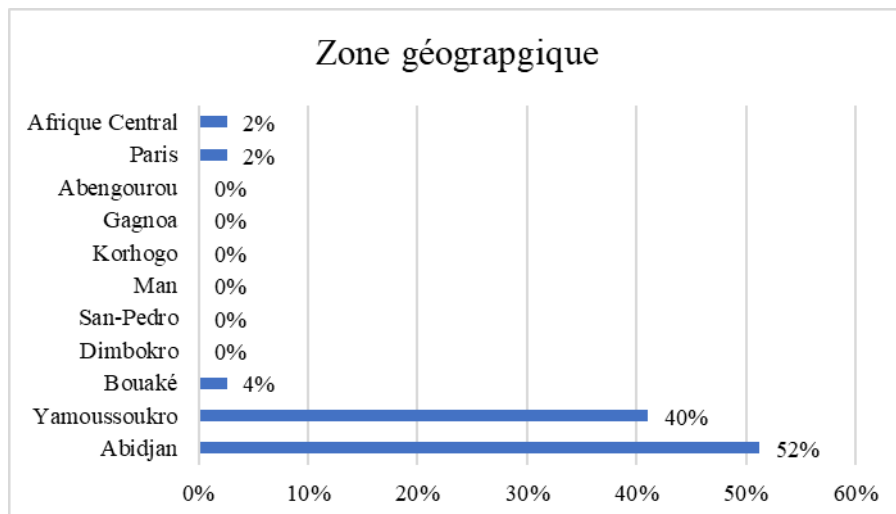
Source : résultats de l'enquête, 2023.

Cette figure montre que : La plupart des enquêtés (66%) ont un âge compris entre 18 et 25 ans ; 26% des répondants sont dans la tranche 26 à 35 ans ; 4% de ceux qui ont participé à l'étude sont dans la fourchette 36 et 45 ans ; Et c'est aussi le même taux chez les 46 et 55 ans.

3.1.3. Zone géographique

La figure 3 ci-dessous présente la répartition de l'échantillon selon la zone géographique

Figure 3: répartition de l'échantillon selon la zone géographique



Source : Résultats de l'enquête, 2023.

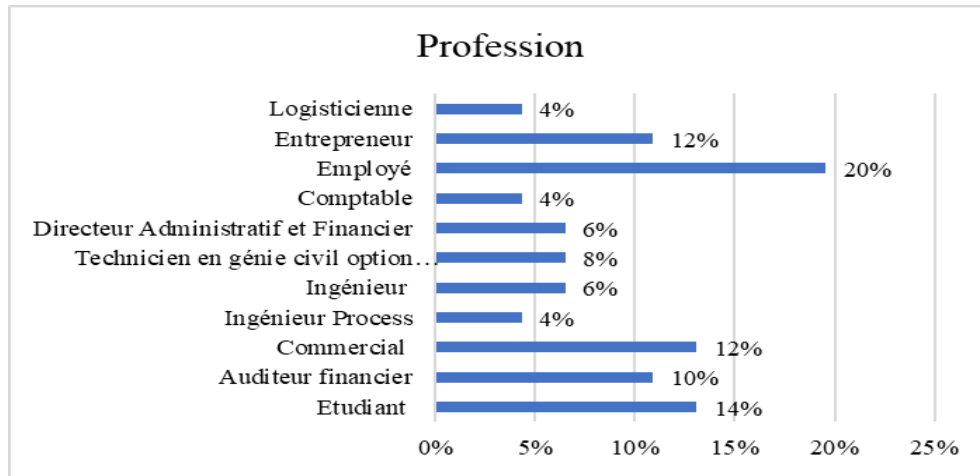
La figure 3 nous ci-dessus nous indique ce qui suit : 52% des enquêtés habitent la ville d'Abidjan ; 40% habitent la ville de

Yamoussoukro ; il y a 4% dans la ville de Bouaké, 2% des enquêtés en ligne disent vivre en France. C'est également le cas des personnes qui disent se trouver en Afrique centrale.

3.1.4. Profession

Ici, on fait la répartition de l'échantillon selon la profession.

Figure 4: Répartition de l'échantillon selon la profession



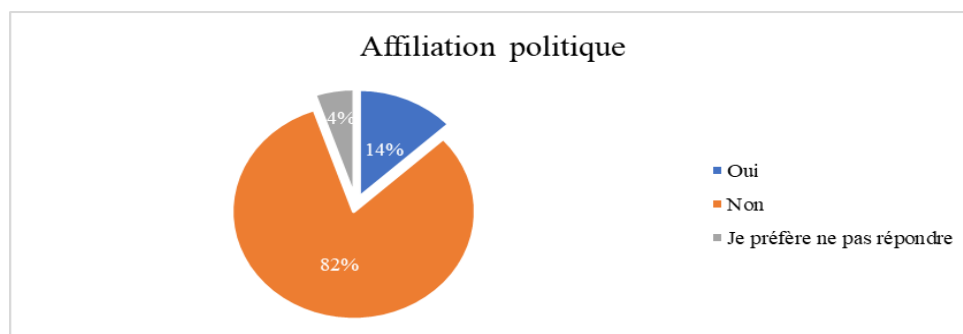
Source : résultats de l'enquête, 2023.

Le graphique ci-dessus nous indique que les différentes professions des enquêtés sont : Logisticienne (4%) ; Entrepreneur (12%) ; Employé (20%) ; Comptable (4%) ; Directeur Administratif et Financier (6%) ; Technicien en Génie Civil (8%) ; Ingénieur (6%) ; Ingénieur Process (4%) ; Commercial (1%) ; Auditeur Financier (10%) ; Étudiant (14%).

3.1.5. Affiliation politique

La figure 5 ci-dessous fait la répartition de l'échantillon selon l'affiliation politique.

Figure 5: Répartition de l'échantillon selon l'affiliation politique



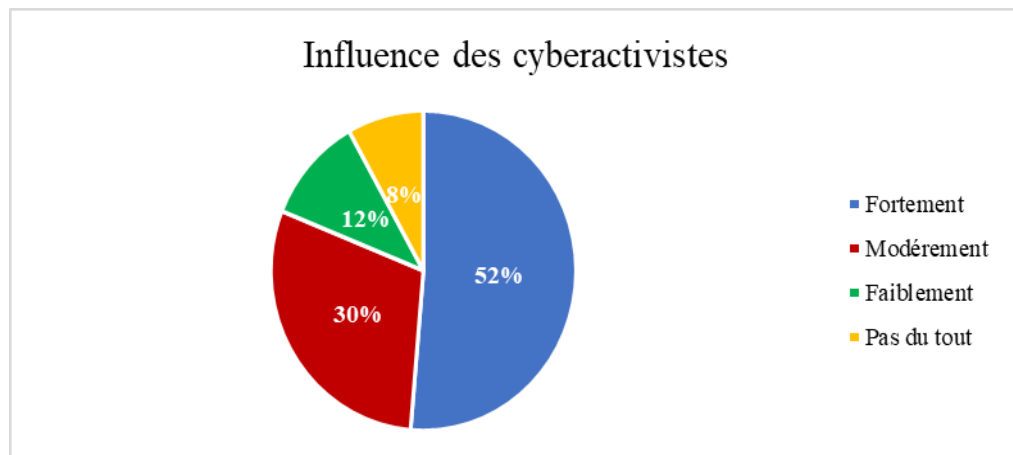
Source : résultats de l'enquête, 2023.

D'après la figure 5 ci-dessus, à la question de savoir si les enquêtés ont une affiliation politique, 82% ont répondu Non, 14% ont répondu Oui (Les partis sont le PDCI, le PPACI et le RHDP) et 4% ont préféré ne pas révéler leur affiliation politique.

3.1.6. Influence des cyberactivistes sur le débat politique

La figure 6 ci-dessous présente la répartition de l'échantillon selon l'influence que les activistes du Net ont sur les enquêtés.

Figure 6: Répartition de l'échantillon de l'influence des cyberactivistes sur le débat politique



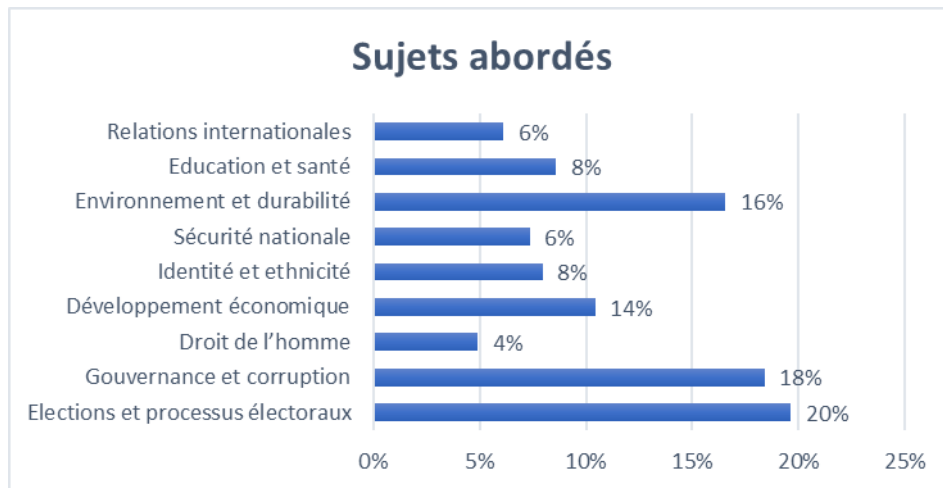
Source : résultats de l'enquête, 2023

Selon les données du graphique 4 ci-dessus : 52% des enquêtés sont fortement influencés par les activités des militants sur le Net ; 30% des enquêtés sont modérément influencés par leurs activités ; 12% des enquêtés sont faiblement influencés par les activités de ceux-ci ; 8% des enquêtés n'en sont pas du tout influencés.

3.1.7. Sujets abordés par les activistes 2.0

La figure 7 ci-dessous présente la répartition de l'échantillon selon les sujets abordés par ces derniers selon les résultats de l'enquête.

Figure 7: répartition selon les sujets abordés par les répondants



Source : résultats de l'étude, 2023.

Selon le graphique 7 ci-dessus, les sujets les plus abordés par les répondants sont les élections et processus électoraux ; la gouvernance et la corruption ; l'environnement et le développement durable.

3.1.8. *Suivi des activistes du Net sur les médias*

La figure 8 ci-dessous nous montre le taux d'enquêtés suivant les activistes du Net ou bien les figures politiques sur les médias.

Figure 8: Répartition selon le suivi des activistes du Net



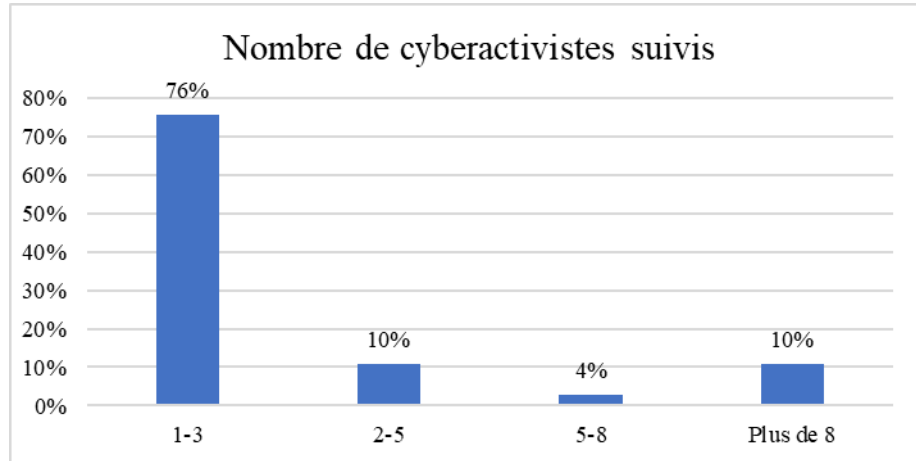
Source : Résultats de l'enquête, 2023.

D'après la figure ci-dessus, 60% des enquêtés suivent les activistes 2.0 sur les médias sociaux alors que 40% des enquêtés ne le font pas.

3.1.9. Nombres d'activistes du Net suivis

La figure 9 ci-dessous nous montre le nombre d'activistes 2.0 suivis par les répondants.

Figure 9: Répartition selon le nombre d'activistes du Net suivis



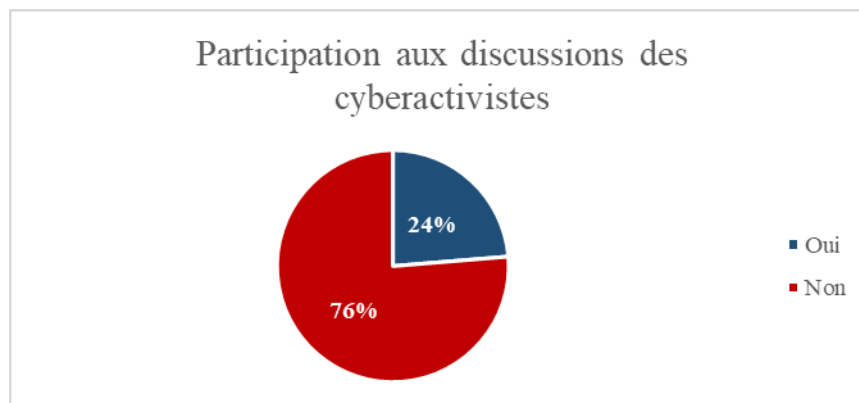
Source : Résultats de l'étude, 2023.

La figure ci-dessus nous informe que 76% des enquêtés suivent entre 1 et 3 de militants d'un nouveau genre ; 10% des enquêtés en suivent entre 2 et 5 ; 4% suivent entre 5 et 8; 10% le font pour plus de 8 cyber activistes.

3.1.10. Participation aux discussions initiées par les cyber activistes

La figure 10 ci-après fait la répartition de l'échantillon selon la participation des enquêtés aux discussions initiées par les activistes 2.0 sur les questions politiques en Côte d'ivoire.

Figure 10: Répartition selon la participation aux discussions initiées par les activistes du Net



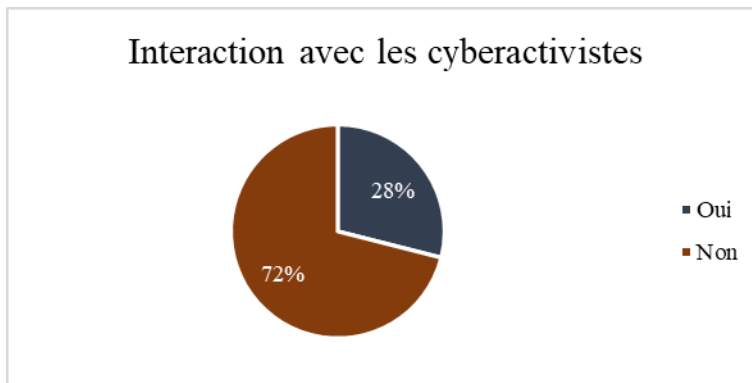
Source : Données de l'enquête, 2023.

Nous remarquons que la majorité des enquêtés à savoir 76% ne participent pas aux discussions des cyber activistes, tandis que 24% le font.

3.1.11. Interaction entre les populations et la cible de l'étude

Le graphique 11 ci-dessous présente la répartition de l'échantillon selon le nombre d'enquêtés interagissant avec les activistes en ligne.

Figure 11: Répartition de l'échantillon selon l'interaction avec les cyber activistes



Source : Résultats de l'enquête, 2023.

Le graphique ci-dessus nous informe que 72% des enquêtés n'interagissent pas avec les activistes en ligne alors que 28% d'entre eux le font.

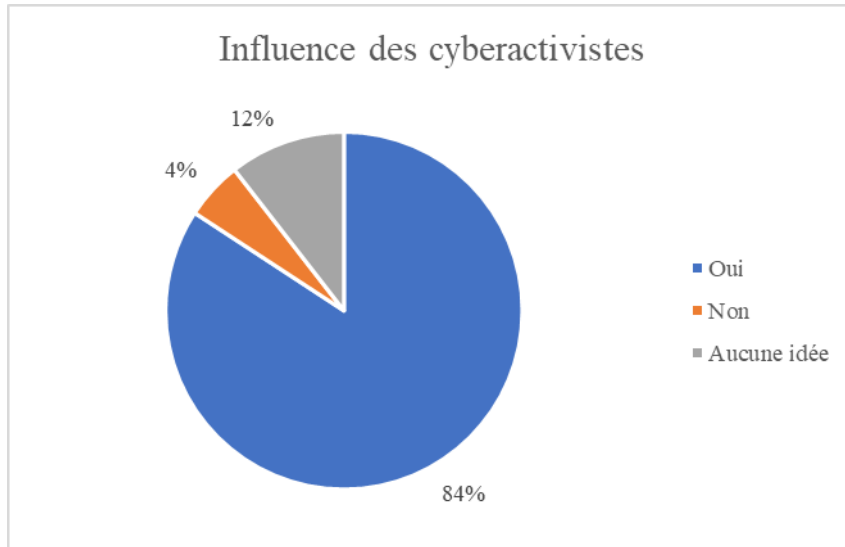
3.1.12. Cyber activistes ayant un grand nombre d'abonnés

L'activisme en ligne se développe fortement et les acteurs ont de nombres très importants d'abonnés (ou followers) sur les réseaux sociaux. Par exemple, Kemi Seba compte plus de 1.300.000 abonnés sur Facebook. De son côté, Nathalie Yamb a une communauté de plus de 649.000 abonnés. Quant à Seny Krangba, il en a 521.000. À côté d'eux, nous pouvons citer : Souleymane Gbagbo Koné : 430.000, Franklin Nyamsi : 265.000, Mamadou Koulibaly : 129.000, Johnny Patcheko : 199.000 et Cheick Oumar Keïta : 110.000. Soit un total de 3.603.000 abonnés pour les personnes sus-citée.

3.1.13. Influence des activistes en ligne sur l'opinion publique

La figure 12 qui suit fait la répartition de l'échantillon selon l'influence qu'ont ces personnes sur l'opinion des enquêtés.

Figure 12 : Répartition selon l'influence des activistes en ligne selon le nombre d'abonnés



Source : Résultats de l'enquête. 2023.

Le graphique ci-dessus nous montre que la majorité des enquêtés pensent que les activistes 2.0 impactent l'opinion publique.

3.1.14. Perception de l'impact des cyber activistes

Le croisement des réponses issues de l'approche qualitative, nous donne les verbatim suivants que nous regroupons en trois catégories de variables à savoir :

- ceux qui accordent de l'importance aux propos de cyber activistes ;
- ceux qui n'accordent aucun crédits à leurs propos et qu'ils ne sont nullement pas influencés;
- ceux qui ne s'intéressent même pas à eux.

Les indicateurs de la catégorie 1

« Important ; Ça me permet de prendre du recul » ; « Un peu bon » « Ils orientent ma vision des choses fortement » ; « Ça fait réfléchir » ; « Ils me font comprendre plein de choses » ; « Cela m'aide à voir d'autres perspectives » ; « Cela permet une remise en question, ou un éclaircissement » ; « ça influence beaucoup » ; « Ça m'influence beaucoup, surtout les vidéos de Christ Yapi » ; « Leur impact sur l'opinion publique est très important » ; « Trop important » ; « Je suis beaucoup influencé »

Les indicateurs de la catégorie 2

« Aucune idée ; Personnellement j'évite de me frotter à de telles personnes sur internet » ; « je préfère être discret sur les réseaux et c'est mieux ainsi » ; « Ces genres de choses sont inutiles » ; « Cela ne m'impacte pas »

Non Faible » ; « Aucun impact sur mon opinion des choses » ; « Pratiquement nul » ; « aucun impact, je m'informe juste ». ; « Pas d'impact » ; « Je n'en ai pas vraiment aucune idée et les questions politiques ne m'intéressent pas » « les cyber activistes influencent peu mon opinion politique » ; « Nul » ; « Aucun impact » ; « Je n'ai jamais eu d'interaction avec un » ; « ils n'ont pas d'influence sur moi vu que la politique n'est pas trop mon affaire »

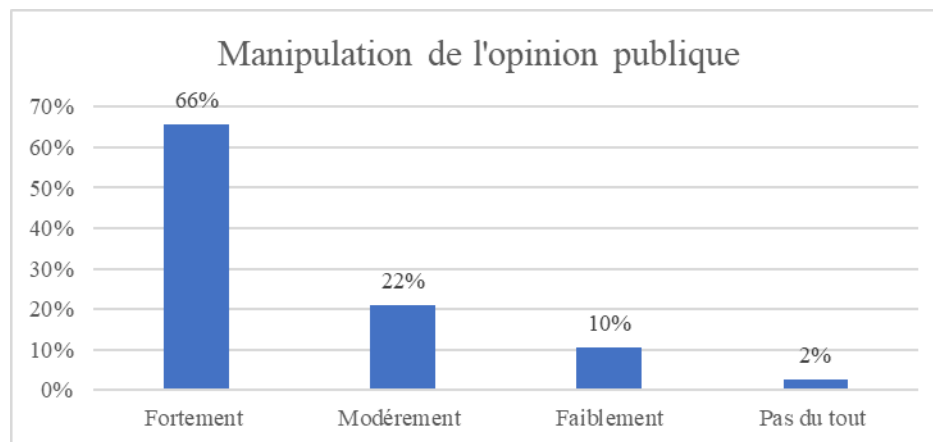
Les indicateurs de la catégorie 3

« En fonction du niveau d'éducation de la population, il y a un impact plus ou moins élevé » ; « je me fais toujours ma propre opinion » ; « Je ne sais pas trop » ; « Je n'ai aucune perception parce que je ne les suis pas » ; « J'ai ma propre opinion » ; « Je ne sais pas »

3.1.15. Degré de manipulation de l'opinion publique

Le graphique 13 suivant fait la répartition selon le taux de manipulation de l'opinion publique par les cyber activistes.

Figure 12: Répartition selon le degré de manipulation de l'opinion publique des cyber activistes



Source : Résultats de l'enquête, 2023.

À travers les données du graphique ci-dessus, nous comprenons que les activistes en ligne manipulent fortement l'opinion des internautes à travers, leurs activités, leurs discussions en ligne.

3.1.16. Campagnes des activistes 2.0 ayant suscité des débats politiques entre les partis politiques et susciter la prise de décisions gouvernementales.

Le croisement issu de la recherche documentaire nous révèle plusieurs exemples à travers lesquels le cyber activistes ont impactés

la décision gouvernementale à travers quatre exemples que nous présentons ci-dessous.

A l'occasion de la campagne des 16 jours d'activisme contre la violence à l'égard des femmes du 25 novembre au 10 décembre 2023, les nations unies se mobilise pour appeler le gouvernement et ses partenaires à investir dans la prévention des violences basées sur le genre en Côte d'Ivoire. *Stephane Joel Dah (25 novembre 2023), ONU femme <https://cotedivoir.un.org/fr/253830-campagne>.*

L'affaire de l'inondation de pelouse du stade Alassane Ouattara d'Ebinpé suite à une pluie diluvienne a fait des vagues.

Cette affaire relayée et amplifiée par les réseaux sociaux par les cyber activistes vire à la crise politique. Le lendemain, le chef de l'Etat a convoqué une réunion d'urgence, tout comme Patrick Achi le premier ministre. IL s'en est suivi le limogeage de la DG (Mariam. yoda) de l'office national des sports, du DAAF (wilfried, glahou) et la démission du ministre Dahon Polin. (voir aussi jeune afrique (19 septembre 2023, modifié le 10 Janvier 2024), *les inondations au stade d'Ebinpé, le 12 septembre 2023 par SIA kambou / AFP.*

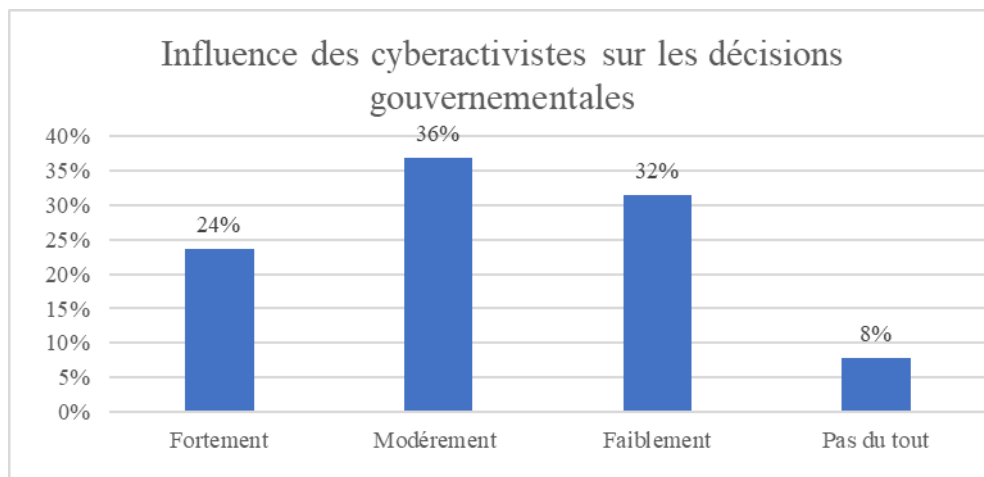
- L'Affaire SNEDAI (2024)
- La cours de compte suspecte SNADAI de possible détournement de fond destiné à l'état (voir koaci. <https://www.koacci.com> 3 janvier 2024). Cette nouvelle fait état de récupération de la part des cyber activistes (la coalition secteur éducation formation de cote d'ivoir (5 Janvier 2024) fort de 141 175 membres avec 10 K+ en ligne, groupe de Serge Niamien Sarkos) et le député Assale Tiémoko Antoine (3 Janvier 2024) dont les propos ont reçu 2,2 K de commentaire, 10727 approbation et 1,2 K de partages et bien d'autres. Cela contraint le fondateur Adama Bictogo à se défendre et défendre la gestion de sa structure devant l'opinion national. (2024).
- La cherté de la vie
Les cyber activistes proches de RHDP dans leur ensemble se sont donnés pour mission de défendre les dirigeants dans cette période difficile que traverse le pays (2021). *L'infodrom, cherté de la vie : les cyber activistes RHDP blâment les plaignants, par Carlos Dogba, 19 Juillet.*
- Le quatrième mandat d'ALASSANE Ouattara
Le cyberspace est devenu un vecteur incontournable pour les opérations cyber offensives pour un grand nombre de cyber activistes. Les pays de l'AES et d'autres s'appuient naturellement sur les opportunités offertes par le cyberspace pour héberger, protéger et financiers les activités subversives de cyber activistes anti-français

et contre le 4^e mandat du président ALASSANE Ouattara en Côte d'Ivoire. On peut citer entre autres : Damanan Picasse, Pulchérie Galet, ABIBA Touré, Souleymane Koné dit Gbgagbo Koné, Koukougnon Crhist dit Johny Pacheco et bien d'autres très actifs sur le cyber espace depuis le 13/10/2025. Ceux-ci, s'apparentent à une boîte à outils et présentent un avantage considérable pour les pays et les partis hostiles au régime de Ouattara. Ces activistes ont conduit l'Etat à renforcer la surveillance le cyberspace ivoirien, procéder à l'application des mesures juridique et réglementaire et renforcer les mesures de lutte contre la désinformation.

3.1.17. Influence des cyber activistes sur les décisions gouvernementales

La figure suivante fait la répartition de l'échantillon selon leur influence sur les décisions gouvernementales.

Figure 13: Répartition de l'échantillon sur l'influence des cyber activistes sur les décisions gouvernementales



Source : Résultats de l'enquête, 2023.

D'après le graphique ci-dessus, nous remarquons que 24% des enquêtés pensent que les militants des réseaux sociaux influencent fortement les décisions gouvernementales ; 36% des enquêtés pensent que ces derniers influencent modérément les décisions gouvernementales ; 32% des enquêtés pensent que l'influence de ceux-ci est faible ; 8% des enquêtés pensent qu'ils n'influencent pas les décisions gouvernementales.

3.2. Discussion

Dans cette partie, nous examinons le rôle des activistes des réseaux sociaux dans le paysage politique ivoirien. Il débute par une analyse de la manière dont ces acteurs utilisent les médias numériques pour influencer le débat public. Ensuite, il explore les stratégies qu'ils emploient pour façonner l'opinion publique et leurs effets sur les décisions politiques.

Les activistes 2.0 en Côte d'Ivoire sont des acteurs actifs dans les discussions politiques en ligne, utilisant diverses plateformes numériques pour exprimer leurs opinions et défendre leurs causes. Ils interviennent sur les médias sociaux, les blogs, les forums de discussion et d'autres canaux en ligne pour aborder un large éventail de questions politiques. Ils se concentrent souvent sur des sujets brûlants tels que la gouvernance, les droits de l'homme, la justice sociale, la corruption et la démocratie.

L'impact de leur participation réside dans leur capacité à attirer l'attention des médias et du public sur des questions spécifiques. En choisissant des sujets pertinents et en suscitant des débats animés, les activistes du Net peuvent influencer l'ordre du jour politique en mettant en lumière des problèmes souvent négligés par les acteurs traditionnels de la politique.

Pour y arriver ils utilisent le un style direct, parfois choquant, utilisent des mots forts, des images frappantes et des slogans percutants pour captiver l'attention du public. **C'est ainsi, qu'ils** attirent l'attention des internautes, suscite leurs intérêts, attise leurs désire pour les engager à participer aux les débats politiques en ligne et de donner leurs avis sur les problèmes sociaux.

Ces activistes parviennent donc à créer des communautés d'internautes actives et engagées QUI réunit des personnes partageant plus ou moins leurs idéaux et leurs points de vue. Ces internautes jouent un rôle essentiel dans la diffusion et la rediffusion des messages et a l'amplification de leur influence. C'est militantisme nouveau incarné par un sentiment d'appartenance qui mobilisent en ligne pour soutenir les causes défendues par leurs leaders.

Ces communautés sont les facteurs facilitant l'influence des cyber activistes sur les débats politiques en ligne, contribuent à la diffusion virale du contenu politique et sociaux puis à la formation de coalitions numériques autour de l'actualité.

L'analyse des interactions et de l'engagement des internautes révèle que le nombre élevé des interactions sur les publications illustrées par les « likes », les commentaires et les partages, sont un indicateur de l'impact de leur engagement. Aussi, ces interactions

montrent-ils également l'importance des contenus pour le public et témoignent de la capacité des activistes à mobiliser.

En analysant aussi ces données, il est possible de mesurer l'efficacité de leurs stratégies de communication et de comprendre leurs objectifs. Par ailleurs, les commentaires et les débats générés par leurs publications révèle la pluralité des opinions et des préoccupations des populations concernées et contribue à démocratiser les débats politiques et opinions publique en ligne.

Leur influence sur les débats politiques en Côte d'Ivoire est donc significative. Car ils parviennent à attirer l'attention sur des questions importantes, à mobiliser les citoyens et à influencer l'agenda politique. Cela leur donne la capacité de briser le monopole de la communication politique traditionnelle et de faire pression sur les décideurs et les gouvernants.

En conclusion, les activistes du Net en Côte d'Ivoire jouent un rôle essentiel dans la formation des débats politiques en ligne. Leur participation active, leur expression directe et leur capacité à mobiliser des communautés en ligne contribuent à façonner l'agenda politique et à influencer l'opinion publique. Cependant, leur impact doit être examiné de manière critique pour comprendre pleinement leur contribution à la vie politique du pays.

La zone d'action de ces militants d'un genre nouveau est le monde digital, composé de technologies numériques telles qu'internet, les médias sociaux, les blogs et les plateformes en ligne.

Sachant qu'en Côte d'Ivoire, durant l'année 2021, 45% de la population ivoirienne était utilisatrice d'internet, selon l'Union internationale des télécommunications¹, nous pouvons affirmer que le monde du digital s'ouvre de plus en plus à la population ivoirienne. Ainsi, l'activisme en ligne s'y développe fortement et ses pratiquants ont déjà des nombres très importants d'abonnés (ou followers) sur les réseaux sociaux. Par exemple, Kemi Seba compte plus de 1.300.000 abonnés sur Facebook. De son côté, Nathalie Yamb a une communauté de plus de 649.000 abonnés. Quant à Seny Krangba, il en a 521.000. À côté d'eux, nous pouvons citer : Souleymane Gbagbo Koné : 430.000, Franklin Nyamsi : 265.000, Mamadou Koulibaly : 129.000, Johnny Patcheko : 199.000 et Cheick Oumar Keïta : 110.000. Soit un total de 3.603.000 abonnés pour les personnes sus-citée. Cela montre que les cyber activistes ont une présence digitale indiscutable et que plusieurs personnes s'intéressent à leur contenu. Ces interactions élevées sont un

¹ dans *Rapport et Base de données sur le développement des télécommunications/TIC dans le monde.*

indicateur de l'intérêt que porte la population ivoirienne (et africaine) aux revendications des activistes sur internet.

Lorsque nous étudions les comptes des personnes précitées, nous remarquons des éléments communs qui expliquent l'intérêt de la population pour leur contenu. Les publications sont généralement portées sur la politique, la dénonciation des tares de la société, le panafricanisme et bien d'autres sujets d'actualité. Ces individus s'expriment de façon directe et utilisent des expressions "choquantes" (dans le sens où elles appellent à l'éveil des consciences). Les différents éléments évoqués permettent à la population de se retrouver en leurs paroles, car leurs auteurs clament haut et fort, ce que les populations pensent, sans oser le dire. À la suite de cela, se créent des mouvements d'ensemble et des communautés de personnes qui ont des idéaux et des points de vue similaires.

En cela, les activistes du Net gagnent en popularité, et attirent de plus en plus de personnes. Cette notoriété est due à la capacité de ces derniers à utiliser les médias sociaux pour diffuser leurs idées et à la pertinence de leur discours. Ainsi, plus la "communauté" d'un cyber activiste s'agrandit, plus il bénéficie d'un certain crédit, car les internautes partent du principe qu'il aborde des sujets suffisamment importants, que ses propos sont cohérents, pertinents et qu'il défend des causes justes. Cette hypothèse se confirme par l'étude d'Olivier Soulard¹ (2015), qui a examiné l'impact de deux variables sur la crédibilité des avis en ligne : le profil de l'auteur et la qualité de ses arguments. Selon lui, la crédibilité d'une personne dépend de sa réputation, de son impartialité, de sa pertinence, de la cohérence et de la clarté de ses arguments. Ainsi, un activiste bénéficiera d'une plus grande crédibilité si son profil et ses arguments sont perçus comme fiables et convaincants par la population. Ce crédit accordé par leurs populations leur permet de les influencer en faveur ou en contre de certaines convictions ou décisions politiques ou sociales, d'opérer un changement de mentalité, ou encore d'inciter leurs communautés à des activités subversives.

Dans ce monde contemporain considérablement impactée par le numérique, l'ascendance des cyber activistes sur les orientations gouvernementales s'impose comme une force majeure, rééquilibrant la relation intrinsèque entre les citoyens et les instances étatiques. Cette mutation trouve une illustration saisissante dans la décision de l'Autorité de Régulation des Télécommunications de Côte d'Ivoire

¹ SOULARD Olivier, La crédibilité des avis en ligne : une revue de littérature et un modèle intégrateur, Revue Management & Avenir, Management Prospective Editions, 2015.

(ARTCI) d'amoindrir le volume internet en avril 2023, constituant une démonstration poignante de l'impact direct des manœuvres des activistes 2.0 sur les prérogatives gouvernementales. Face aux préoccupations exprimées massivement sur les réseaux sociaux, les autorités ont réagi rapidement en mettant en œuvre des mesures régulatrices. Cela démontre une connexion palpable entre les voix de ces militants particuliers et les choix stratégiques des organes gouvernementaux.

L'ARTCI, dans son communiqué du 7 avril 2023, a souligné la nécessité d'assainir la concurrence entre les opérateurs, tout en préservant la liberté tarifaire. Cette réponse gouvernementale immédiate témoigne de la capacité des cyber activistes à influencer les décisions économiques et régulatrices, soulignant l'importance de leurs actions dans la formulation des politiques.

Dans le théâtre politique ivoirien, les activistes des réseaux sociaux se positionnent comme des acteurs incontournables, exerçant une influence considérable sur l'agenda politique du pays. Cet impact réside de manière particulièrement éloquente dans la répression de leurs voix par les autorités politiques. Cette dynamique complexe et nuancée souligne la pertinence indiscutable de ces militants dans le paysage politique, un pouvoir d'influence mis en exergue par les événements politiques de 2019 en Côte d'Ivoire, minutieusement documentés par Amnesty International.¹

Les événements, tels que dépeints dans le rapport d'Amnesty International, mettent en lumière le rôle (prépondérant) des nouvelles générations d'activistes dans l'exposition des violations des droits humains. La contribution de ceux-ci à la forme et à la substance de l'agenda politique est indéniable. Cela force parfois les autorités à répondre de manière tangible aux préoccupations soulevées. Ces échanges dynamiques entre les dénonciations sur internet et les réponses gouvernementales soulignent un impact direct sur les décisions politiques, induisant une nécessité impérieuse pour les dirigeants de s'engager activement avec les demandes de la société civile. Il dévoile un chemin qui dévoile une pluralité d'orientations des actions politiques, témoignant d'une démocratie en évolution où la collaboration entre citoyens et autorités se profile comme une nécessité impérative.

Dans l'exploration de l'influence des activistes du Net sur les décisions gouvernementales, on note l'affaire mettant en cause l'influenceuse Lolo Beauté. Elle a été poursuivie par la Plateforme de

¹ Amnesty International, 2020, *Côte d'Ivoire | Rapport annuel 2019*, [en ligne]

la Lutte contre la Cybercriminalité (PLCC), pour des comportements indécents sur les réseaux sociaux. C'est ici une illustration captivante de la capacité des acteurs virtuels à modeler non seulement les politiques, mais aussi à redéfinir les contours légaux et moraux dans le cyberspace. Les poursuites judiciaires contre la personne sus-citée mettent en relief la responsabilité juridique qui incombe à ceux qui franchissent les limites légales dans le cyberspace. Ce faisant, les gouvernants, par l'exercice de leur pouvoir répressif, offrent une réponse tangible aux inquiétudes exprimées par de nombreux citoyens. Et ça souligne de manière éloquente la manière dont les acteurs virtuels peuvent influencer les décisions prises par les dirigeants du pays.

À la lumière de cette affaire, il apparaît clair que les activistes, au-delà de leur impact sur les politiques, jouent un rôle (fondamental) dans la redéfinition des normes et des valeurs dans le cyberspace. Leur capacité à mobiliser des actions gouvernementales et à remodeler les contours légaux témoigne d'une influence étendue qui transcende les sphères traditionnelles de l'activisme en ligne.

Il est donc clair que le cyber activisme a un impact significatif sur le débat politique en Côte d'Ivoire. Il souligne la capacité de ses acteurs à mobiliser l'opinion publique, tout en discutant des implications de leurs actions sur les processus démocratiques et la gouvernance du pays à travers les prises de décisions.

Conclusion

Cet article essaie d'exploration et d'analyser de l'activisme sur internet en Côte d'Ivoire, révélant sa complexité et son impact significatif sur le paysage politique et social. En analysant minutieusement les stratégies et les actions des cyber activistes, la recherche a mis en lumière leur capacité à influencer le débat politique, à mobiliser l'opinion publique et à impacter les décisions gouvernementales. L'étude a démontré que, grâce aux outils numériques, ces acteurs jouent un rôle crucial dans la formation et la diffusion des idées politiques, contribuant ainsi de manière significative à l'éveil des consciences et la maturité de la vie démocratique du pays. L'impact de du cyber activisme en ligne sur les processus démocratiques en Côte d'Ivoire, a été clairement établi. Ceux qui l'animent, par leur engagement et leur utilisation stratégique des plateformes numériques, ont démontré leur capacité à créer des espaces de dialogue, à défendre les droits et les libertés, et à contester les politiques gouvernementales.

Cependant, cette étude a également souligné les défis associés au cyberactivisme, tels que la désinformation, les discours haineux et la manipulation des réseaux sociaux, qui posent de sérieux risques pour la stabilité et la cohésion sociale. Il est impératif de renforcer l'éducation numérique et la sensibilisation du public pour combattre la désinformation et promouvoir une utilisation responsable des médias sociaux. C'est pourquoi le pays s'est dotée d'une Stratégie nationale pour la sécurité du numérique. Destinée à accompagner la transition numérique de la société ivoirienne, elle répond aux nouveaux enjeux nés des évolutions des usages numériques et des menaces qui y sont liées. Le Centre de fusion et d'analyse de données (CFAD): Il œuvre à la valorisation de données numériques pour apporter un soutien aux investigations initiées par tous les services d'application de la loi, notamment les services de police judiciaire, la CENTIF, la gendarmerie, la défense, les services de renseignement, la PLCC, etc.

Le Poste de commandement central (PCC) : Sa fonction est de soutenir les activités opérationnelles à travers l'usage de technologies numériques notamment le centre d'appel à numéro gratuit 100, le centre de vidéo protection urbaine (VPU) et le centre de traitement des signalements via les réseaux sociaux ;

La Direction de l'informatique et des traces technologiques (DITT), dont dépend la Plateforme de Lutte Contre la Cybercriminalité (PLCC) : centre opérationnel pour les questions liées à la prévention et aux investigations en matière de cybercriminalité.

La Direction de la police économique et financière (DPEF) dispose également d'une cellule d'investigation numérique pour les crimes financiers. Justice Dès 2015, la France s'est dotée d'une Stratégie nationale pour la sécurité du numérique. Destinée à accompagner la transition numérique de la société française, elle répond aux nouveaux enjeux nés des évolutions des usages numériques et des menaces qui y sont liées. Elle met en avant cinq lignes d'action :

- Garantir la souveraineté nationale ;
- Apporter une réponse forte contre les actes de cybermalveillance ;
- Informer le grand public ;
- Faire de la sécurité numérique un avantage concurrentiel pour les entreprises françaises ;
- Renforcer la voix de la Cote d'Ivoire à l'international. Les autorités doivent renforcer ces cadres réglementaires qui protègent la liberté d'expression tout en combattant la

désinformation et les abus en ligne. Aussi, doivent-Ils encourager les initiatives de l'activisme positif en ligne qui favorisent la transparence, la responsabilité et la participation citoyenne.

En somme, ce travail souligne la transformation que cette activité apporte à la politique et à la société en Côte d'Ivoire. Il met en évidence la nécessité d'une approche équilibrée qui reconnaît le potentiel de cette pratique comme outil démocratique tout en abordant ses défis. L'avenir de la Côte d'Ivoire dans l'ère numérique dépendra en grande partie de la manière dont ces questions seront traitées, avec une vision vers la promotion d'une société plus démocratique, informée.

Références bibliographiques

- AMNESTY INTERNATIONAL (2020), *Côte d'Ivoire | Rapport annuel 2019*, Consulté le 07/10/2023 à 19h42, [en ligne], <https://www.amnesty.be>
- ANGOUA Adolphe (2023), LINFODROME, *Affaire 'Nudité de Lolo Beauté' : L'influenceuse conduite devant le procureur pour répondre de ses actes*, consulté le 09/10/2023 à 09h30 [en ligne], <https://www.linfodrome.com>
- BILLEBAULT Alexis (2023), Jeune Afrique, *En Côte d'Ivoire, le Stade d'Ebimpé fait de nouveau polémique*, consulté le 06/10/2023 à 13h18, [en ligne], <https://www.jeuneafrique.com>
- BOUESSEL DU BOURG Charles (2023), *Franc CFA : l'activiste Kemi Seba arrêté à Dakar pour avoir brûlé un billet de banque*, consulté le 06/10/2023 à 14h43, [en ligne] <https://www.jeuneafrique.com>
- CARLOS Dogba,(19 Juillet 2021). *L'infodrom, cherté de la vie : les cyber activistes RHDP blâment les plaignants*,
- CHERKAOUI Sylvain (2022), *Russie-Afrique : de Kemi Seba à Nathalie Yamb, les « influenceurs » pro-Poutine du continent*, Jeune Afrique, consulté le 06/10/2023 à 12h36, [En ligne], <https://www.jeuneafrique.com>
- Direction générale de l'ARTCI (2023), *Communiqué*, 2023, Consulté le 06/10/2023 à 12h02, [en ligne], <https://www.artci.ci>
- GOREE Institute (2021), *Jeunesse et cyber-activisme en Afrique : quel impact sur la démocratie ? L'État de la démocratie et des droits de l'homme en Afrique de l'Ouest*, Consulté le 24/09/2023 à 18h23, [en ligne], <https://goreeinstitut.org/>

- IRIGO Gbete Jean Martin : « Réseaux sociaux, opinion et santé publique en Côte d'Ivoire : quand la perception des « alertes santé » oscille entre complotisme, récupération politique et dérision », in *Recherche africaines, Recherches africaines, Annales de l'Université des Lettres et Sciences Humaines de Bamako*, N°25, Juin 2020, pp. 69-86, ISSN : 1817-423X
- KAHI Honoré (2018), *Participation politique en ligne et transformation des pratiques journalistiques en Afrique subsaharienne à l'ère des espaces socio numériques*, In *COMMUNICATION, Open Edition journal*, Vol 35/2, PP 1- 22.
- Katz EHUI et Lazarsfeld P. (1955), *Personal influence*. New York : The free press.
- L'ORIENT-LE JOUR (2014), *Un photojournaliste et un cyber activiste condamnés à 5 ans de prison*, consulté le 03/01/2024 à 10h22, [en ligne], <https://www.lorientlejour.com>
- LE MONDE (2022), *Affaire des 49 soldats ivoiriens détenus au Mali : une militante ivoirienne incarcérée après une visite à Bamako*, consulté le 06/10/2023 à 12h26, [en ligne], <https://www.lemonde.fr>
- LECOMTE Romain (2011), *Cyberactivistes et société civile, Les ambiguïtés de la révolution tunisienne*, Entretien mené par Richard Robert, 2011, Consulté le 07/10/2023 à 19h36, [en ligne], <https://orbi.uliege.be>
- LOUM Mansour (2023), *SPORTNEWSAFRICA, Affaire du stade d'Ebinpé : la directrice de l'ONS limogée*, consulté le 9/10/23 à 6H50, [en ligne], <https://sportnewsafrika.com>
- SIA kambou / (19 septembre 2023, modifié le 10 Janvier 2024), *AFP jeune afrique , les inondations au stade d'Ebinpé, le 12 septembre 2023*.
- SOULARD Olivier (2015), *La crédibilité des avis en ligne : une revue de littérature et un modèle intégrateur* Olivier Soulard In *Management & Avenir 2015/8 N° 82*, pages 129 à 153 Éditions Management Prospective Édition
- STEPHANE Joel Dah (25 novembre 2023), *ONU femme* <https://cotedivoir.un.org/fr/253830-campagne>
- UNION INTERNATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS (2021), *Rapport et Base de données sur le développement des télécommunications/TIC dans le monde*, Banque Mondiale